



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France  
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 17/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **A2C GRANULAT**

Route de Donnemarie  
BP 12  
77480 ST SAUVEUR LES BRAY

Références : **E/22-2449**

Code AIOT : 0006511380

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement A2C GRANULAT implanté Carrière de Port-Montain 77114 NOYEN SUR SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- A2C GRANULAT
- Carrière de Port-Montain 77114 NOYEN SUR SEINE
- Code AIOT : 0006511380
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Par arrêté préfectoral n° 2015/DCSE/M/004 du 16 mars 2015, la société A2C Granulat est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires de 60 ha 84 a 18 ca sur le territoire de la commune de Noyen-sur-Seine. Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 19 ans.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Utilisation des fines de lavage provenant des installations de traitement de matériaux de Villenauxe-la-Petite pour la remise en état de la carrière de Noyen-sur-Seine. (Retour d'eaux claires)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Apport de fines et retour d'eaux claires	Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-14-2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une pompe de retour d'eaux est bien présente sur site pour renvoyer les eaux claires vers les installations de traitement de matériaux de Villenaux la petite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Apport de fines et retour d'eaux claires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/03/2015, article III-14-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, apport de fines de lavage par conduite
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est réalisé exclusivement avec les matériaux extraits du site (stériles et terres de découverte) et les fines de lavage amenées par conduite. Les autres apports de matériaux extérieurs sont interdits.
<b>Constats :</b> Une pompe de retour d'eaux claires est bien présente sur site pour renvoyer les eaux claires vers les installations de traitement de Villenauze la petite. L'exploitant déclare que cette opération a lieu de nuit et est gérée par un automate.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

